

10 décembre - 100 000 manifestants à Sofia



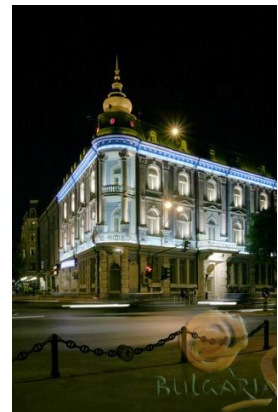
Cathédrale Alexander Nevski © Bulgariatravel

« En Bulgarie, il n'y aura pas d'autre parti au pouvoir que nous », déclarait Todor Jivkov au journal « Le Monde » en janvier 1989. Le secrétaire général du Parti communiste bulgare, au pouvoir depuis 1954, ne se doutait pas que ses propos seraient démentis moins d'un an après.

Dans la seconde moitié des années 1980, Jivkov avait joué la carte du nationalisme ethnique, en opprimant la minorité turque du pays. Le mouvement d'exode qui s'ensuivit – 300 000 Turcs de souche partirent durant l'été 1989 – marginalisait le pays, et fragilisait encore plus son économie. Et à l'automne, la police tabassait les militants écologiques d'Ecoglasnost rassemblés dans un parc de Sofia.

C'en était trop pour les partisans de la glasnost et de la perestroïka au sein du PC bulgare, qui démettent de ses fonctions le vétéran Jivkov (78 ans), le 10 novembre 1989, le lendemain de la chute du mur de Berlin. Suivant la séquence déjà presque classique rodée en début d'année par la Pologne et la Hongrie, les détenus politiques sont libérés, les partis politiques sont autorisés, une « table ronde » se réunit pour préparer des élections libres.

Un gouvernement de coalition se forme le 7 décembre. Trois jours après, 100 000 personnes manifestent à Sofia pour réclamer une accélération des réformes. Le rôle dirigeant du parti communiste a été aboli le 10 janvier 1990.



Ville de Varna © Bulgariatravel



Cathédrale Alexander Nevski © **Bulgariatravel**



Ville de Varna © **Bulgariatravel**